

Rencontre inédite entre parlementaires chinois et groupe d'étude Tibet

AFP 22.11.06 | 20h06

Le président du groupe d'étude sur le Tibet de l'Assemblée nationale, Lionnel Luca (UMP), et quatre de ses collègues ont rencontré mercredi une délégation de parlementaires chinois en visite à Paris, ce qui constitue une première. M. Luca était accompagné des UMP Dominique Tian, Jean-Marc Roubaud et Jacques Remiller, de l'UDF Philippe Folliot et du PS Marcel Dehoux, tous membres du groupe d'étude sur le Tibet. Ils ont pu rencontrer les parlementaires chinois par l'intermédiaire de Guy Drut, président du groupe d'amitié France-Chine. L'ambassadeur de Chine à Paris, sollicité par M. Drut, a donné son accord à cette rencontre, a précisé M. Luca. M. Luca a souligné auprès de la délégation chinoise la préoccupation du groupe d'étude sur la situation au Tibet, et a évoqué l'affaire d'une bande vidéo diffusée par la télévision roumaine montrant des tirs chinois, en septembre, contre des réfugiés tibétains tentant de gagner le Népal. Sur ce point, la délégation chinoise, conduite par le président du groupe d'amitié Chine-France Shi Guangsheng, a affirmé ne «pas avoir connaissance de ces faits», en soulignant que «pour parler du Tibet, il fallait bien connaître son histoire», a rapporté M. Luca, à l'issue de la rencontre. Les Chinois ont assuré que «tout allait bien au Tibet et (que) les Tibétains étaient heureux». M. Luca a fait part de «l'attachement de la France aux droits de l'homme en Chine» et au souci des parlementaires français de voir se nouer «un dialogue entre la Chine et le Dalaï Lama». Il a également indiqué que les parlementaires du groupe d'étude avaient fait part de leur désir de se rendre au Tibet. Durant cette rencontre, qui a duré une demi-heure, les parlementaires français arboraient au revers de leur veste un macaron aux couleurs du drapeau tibétain avec écrit «Vive le Tibet libre».

INDE, des Tibétains manifestent à Agra devant l'hôtel où réside le président Chinois

22.11.06

Photos www.phayul.com

A Agra (Inde) le mercredi 22 novembre 2006, des Tibétains ont réussi à manifester devant l'Hôtel Mughal Sheraton où séjourne Le président Chinois Hu Jintao qui est en visite d'état. Cette visite a provoqué de vives protestations au sein de la communauté tibétaine en exil en Inde. Des manifestations ont eu lieu et sont prévues jusqu'à la fin de cette visite officielle qui se termine le 23 novembre 2006 et une grève de la faim a été entamée pour se terminer à cette même date.

Le jour de l'arrivée le 20 novembre 2006 de Hu Jintao en Inde un groupe de Tibétains en brandissant des drapeaux de leur pays et en scandant des slogans pour la liberté au Tibet a même réussi à bloquer le convoi officiel sur l'itinéraire qui emmenait Hu Jintao de l'Aéroport de New Delhi à l'Ambassade de Chine en Inde.

Selon des estimations il y aurait un millier de tibétains mobilisés pour ces actions.



Revue de presse de Radio France International du 21/11/2006 (extraits)

http://www.rfi.fr/actufr/articles/083/article_47634.asp

Pour la presse indienne, c'est bien évidemment la visite du président chinois qui fait la Une. «Hu est là et c'est une visite historique qui commence», titre le Hindustan Times, sous une photo du N°1 chinois assis à l'arrière d'une voiture officielle et tendant l'index, dans un geste plutôt énigmatique, vers le journaliste qui le photographie. Visite historique, parce que «c'est la première du genre depuis 10 ans», depuis la venue à Delhi de Jiang Zemin, auquel Hu a succédé à la tête du Parti communiste, en 2002. Mais historique avec un petit «h» car, relève le Hindustan Times, «c'est le chef de la diplomatie indienne, qui est allé l'accueillir lundi soir à l'aéroport, et non le Premier ministre», Manmohan Singh. Signe que ce séjour s'annonce «comme une relation de travail bien plus que comme une percée cruciale». Et de fait, c'est principalement leur commerce bilatéral que les deux voisins et géants asiatiques espèrent renforcer. Comme l'a dit ce matin même Manmohan Singh, juste après un tête-à-tête avec Hu Jintao, New Delhi et Pékin ambitionnent d'atteindre les 40 milliards de dollars d'échanges à l'horizon 2010, annonce l'édition en ligne du journal

Inde et Chine ont, il est vrai, de sérieux différends territoriaux mais aussi des contentieux politiques, que nos confrères indiens n'oublient pas. Le Hindustan Times, toujours lui, mais aussi le Hindu, en évoquent un, de ces contentieux : le Tibet. Depuis la violente répression chinoise du soulèvement de 1959, neuf ans seulement après l'invasion militaire, c'est la ville indienne de Dharamsala qui abrite le Dalaï-lama et la plupart des grandes figures du bouddhisme tibétain. Des exilés, dont certains ont manifesté lundi dans la capitale indienne. Ils étaient un bon millier, raconte le Times, le visage peint aux couleurs du drapeau tibétain. Ils ont pu défiler, réclamer la liberté pour le Tibet, mais ils ont été stoppés avant d'atteindre le Parlement fédéral, note le journal. Et le filet policier s'est resserré depuis l'arrivée de Hu, relève

le Hindu, même si deux militants sont parvenus ce mardi matin à lancer quelques slogans anti-chinois pendant le sommet Singh-Hu, avant d'être arrêtés par les forces de l'ordre.

Le Tibet, où Hu Jintao était chef du PC au moment d'un autre épisode de grande répression, en 1989, au cours duquel de nombreux activistes auraient été tués, rappelle le Times Of India, dans un portrait du N°1 chinois. Un portrait tout en interrogation sur la personnalité et les intentions réelles de l'homme fort de Pékin. D'origine certes «plus populaire que ses prédécesseurs», qui dit aussi «préférer la synergie à la rivalité avec l'Inde», mais qui est un «idéologue puritain». «Alors, que croire?», se demande le journal. Hu est-il un homme humble ou un impérialiste rugueux qui nourrit des ambitions de superpouvoir pour la Chine? New Delhi le saura bientôt, prédit le Times Of India.

Irruption du Tibetan Youth Congress à l'arrivée de Hu Jintao en Inde

TYC - Delhi, 21/11/06 <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=14773>

Tandis que le président Hu Jintao posait le pied sur le sol indien pour la première fois, protégé par un important dispositif de sécurité, quatre militants tibétains du Tibetan Youth Congress ont déjoué la surveillance policière avec succès, faisant irruption et perturbant le convoi officiel sur la route de l'aéroport, entre Delhi et Daula Kuan. Sur les sept militants impliqués dans l'action, quatre ont été arrêtés puis placés en garde-à-vue au poste général de police de Delhi. Aux environs de 7h du matin (heure locale), les militants, après avoir patienté plusieurs heures dans leur cachette, ont fait irruption devant le cortège de voitures alors que celui-ci se dirigeait vers l'ambassade chinoise en provenance de l'aéroport. Scandant des slogans pour un Tibet libre et dénonçant cette visite, les militants ont brandi le drapeau national tibétain et perturbé le convoi. Les jeunes activistes, pour la plupart des étudiants, ont bravé les sanctions de leur acte et ont donné à M. Hu un avant-goût de la campagne organisée contre sa venue par les Tibétains à travers toute l'Inde. Il s'agit de la première action de protestation frontale à l'encontre de M. Hu menée par des Tibétains, entachant ainsi davantage sa visite «forte en éclats, faible en substance». M. Hu Jintao, le «gentleman» actuellement en visite en Inde, alors qu'il dirigeait la Région autonome du Tibet en 1989, instaura la loi martiale et ordonna la répression violente des manifestations pacifiques, tuant des centaines d'innocents tibétains. Il semble que M. Hu doive sa position actuelle en Chine aux tueries dont il a été à l'origine au Tibet. Les Tibétains à travers toute l'Inde condamnent avec force la visite officielle de quatre jours du président Hu Jintao et mettent en garde le gouvernement indien contre les perfides manœuvres chinoises. Malgré les attentes dans l'évolution des relations sino-indiennes à travers la visite de M. Hu, la triste réalité est que les précédentes visites d'officiels chinois ont échoué à répondre aux principales préoccupations exprimées par l'Inde. Les revendications formulées par l'ambassadeur chinois en Inde sur «l'intégralité de l'Arunachal Pradesh», juste avant la visite de Hu, montrent clairement le manque de volonté politique et de sincérité de la Chine dans la résolution des questions sensibles frontalières. Et, plus important, aucun accord entre l'Inde et la Chine, qui se ferait au prix de l'intérêt de 6 millions de Tibétains, ne sera jamais accepté par ces derniers et ne permettra de parvenir à une solution durable. Le Tibetan Youth Congress, en condamnant vivement la visite du président Hu Jintao, espère fermement que le gouvernement indien, en négociant avec la délégation chinoise, ne prendra aucune mesure qui pourrait aller à l'encontre de la vérité historique et de l'aspiration de six millions de Tibétains qui vivent à l'intérieur et à l'extérieur du Tibet.

Vous pouvez voir un album photos de ces manifestations sur notre blog à cette adresse

<http://france-tibet-languedoc.blogspot.com/>

BHOPAL(INDE) Arrestation du Dr Dr. Mahesh Yadav du mouvement ghandien par la police indienne

France Tibet 20 novembre 2006 <http://www.tibet.fr/site/index.php?itemid=566>

le Dr. Mahesh Yadav, citoyen indien et fondateur du «Mouvement pour la Liberté Mahatma Gandhi» et Tibet Freedom Movement, branche du Mahatma Gandhi Global Amity Council (Indie), vient d'être arrêté le 18. novembre par la police à Bhopal, suite à un ordre du gouvernement indien et sous la pression chinoise... afin de l'empêcher de se rendre à New Delhi pour rejoindre les opposants à la visite d'Etat de Hu Jintao.

Depuis 6 heures ce 18 novembre le Dr Mahesh Yadav, vient d'entreprendre une grève de la faim qu'il n'arrêtera que lorsqu'il sera libéré. Son état de santé est cependant inquiétant.

Les organisateurs des JO de Pékin doivent traduire leurs promesses en actes

Reporters Sans Frontières 17 novembre 2006 http://www.rsf.org/article.php3?id_article=19781

Sous la pression internationale, les organisateurs des Jeux olympiques de Pékin ont promis à la presse étrangère des avantages et certaines garanties quant à ses conditions de travail. Ainsi, le 15 novembre 2006, Wang Wei a déclaré à Hong Kong que les journalistes accrédités pourront travailler librement hors de Pékin. Le directeur adjoint du comité d'organisation (BOCOG) a répondu ainsi à la question d'un reporter : «Ils pourront [enquêter hors de Pékin]. Cela ne sera pas un problème, tant que les personnes sont d'accord pour être interviewées.» Mais aucune régulation n'a pour l'instant été modifiée.

«Nous demandons à Liu Qi, chef du BOCOG, de ne pas décevoir les attentes de la communauté internationale en matière de liberté de la presse. Après avoir tant promis, il est de son devoir de réformer en profondeur les lois qui concernent les médias», a déclaré Reporters sans frontières.

«Malgré les annonces séduisantes, rien ne s'est traduit dans les faits et les autorités confondent facilités matérielles et liberté de la presse. Nous n'accepterons pas que les nombreuses restrictions au travail des journalistes étrangers et à la libre circulation de l'information soient levées quelques jours seulement avant les Jeux de 2008. Il faut une réforme de fond et des changements dans la manière dont l'Etat et le Parti considèrent l'information et le travail des journalistes. Par ailleurs, nous craignons qu'avant, pendant et après les Jeux olympiques, la presse libérale et les dissidents chinois soient harcelés par les autorités», a affirmé l'organisation.

Les nombreuses critiques internationales ont contraint les organisateurs, notamment Liu Qi, également secrétaire du comité du Parti communiste pour la ville de Pékin, de promettre des mesures favorables aux journalistes étrangers. Liu Qi a ainsi déclaré, en août dernier, qu'il allait préparer en 2007 une réglementation permettant une libre couverture des Jeux de 2008. Mais le chef du BOCOG n'a pas précisé si le Guide des correspondants étrangers serait supprimé dans sa forme actuelle. En tout cas, les organisateurs promettent que les journalistes accrédités n'auront pas besoin de visas. Ils bénéficieront d'exonérations de taxes pour leurs équipements, de centres de

presse modernes et de permis de conduire temporaires pendant les Jeux olympiques. Wang Wei avait par ailleurs promis, en août, que les épreuves seraient transmises en direct à la télévision, sans le léger décalage en vigueur en Chine.

Depuis les déclarations de Liu Qi, deux reporters travaillant pour des médias étrangers, Zhao Yan du New York Times, et Ching Cheong du quotidien singapourien Straits Times, ont été condamnés à des peines de prison pour avoir enquêté sur des sujets sensibles. Et un reporter d'un quotidien de Hong Kong a été agressé par des agents de sécurité dans le Parlement, à Pékin.

De son côté, Jiang Xiaoyu, vice-président du BOCOG, a déclaré que les autorités de Pékin étaient prêtes à réformer les régulations sur la presse étrangère afin de garantir le bon déroulement des Jeux. «S'il y a des différences entre nos normes et les normes internationales et olympiques, ce seront ces dernières qui l'emporteront dans le service qui sera offert. Bien entendu, tous les médias devront obéir aux lois et règlements chinois», a-t-il déclaré.

De son côté, le Comité international olympique se limite à vouloir garantir un libre accès aux journalistes accrédités par leurs soins. Son président Jacques Rogge avait timidement évoqué, en avril dernier, la situation des droits de l'homme en Chine.

Les violations des droits des journalistes étrangers et chinois sont encore extrêmement fréquentes en Chine populaire. Selon une enquête du Foreign Correspondents Club of China, au moins 72 incidents sont intervenus à l'encontre des reporters internationaux depuis que la Chine a récupéré la flamme olympique en 2004.

Reporters sans frontières réitère son appel au BOCOG à garantir dix points cruciaux pour que les Jeux de 2008 se déroulent dans un environnement respectueux de la liberté d'expression :

1. Libération des journalistes, notamment Zhao Yan et Ching Cheong, et des internautes emprisonnés en Chine pour avoir exercé leur droit à l'information.
2. Abolition des articles restrictifs, notamment 14 et 15, du Guide des correspondants étrangers qui limitent la liberté de mouvement des journalistes étrangers.
3. Retrait des mesures de censure dans le projet de loi sur la gestion des situations de crise.
4. Dissolution du Département de la publicité (ex-Département de la propagande) qui contrôle quotidiennement le contenu de la presse chinoise.
5. Fin du brouillage des radios internationales.
6. Fin du blocage de milliers de sites Internet d'informations hébergés à l'étranger.
7. Suspension des «11 commandements du Net» qui instituent la censure et encouragent l'autocensure des informations.
8. Abolition des listes de journalistes et militants des droits de l'homme interdits de séjour en Chine.
9. Retrait de la restriction imposée aux médias chinois de ne pas utiliser sans autorisation les images et les informations des agences internationales.
10. Légalisation des associations indépendantes de journalistes et de militants des droits de l'homme.